

LGF: la consultation synodale dénonce le cléricalisme

Région ► Plus de 3000 personnes, majoritairement réunies en groupes, ont pris part à la consultation synodale dans le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg (LGF).

Ce dernier a publié le 5 avril le rapport de synthèse d'une large consultation sur l'Eglise catholique, réalisée entre octobre 2021 et mars 2022 à travers les diocèses du monde entier, à la demande du pape François. Cette consultation synodale a lieu à un

moment de crises multiples pour l'Eglise et le monde: abus sexuels, guerre en Europe, crise écologique, qui révèlent le besoin urgent d'un renouveau ecclésial. Parmi les risques d'une telle démarche: que la consultation diocésaine tourne davantage au sondage d'opinions, au catalogue des doléances ou à l'exercice référendaire qu'au discernement communautaire, relève le rapport.

Des contributions parvenues à l'équipe diocésaine, il ressort que

l'Eglise à venir ne peut faire l'économie d'un examen de conscience sur les «pathologies» qui l'affectent. La critique se focalise sur la figure du prêtre et de l'autorité institutionnelle: cléricalisme, abus de pouvoir, méconnaissance du réel, etc. Pour éviter de tomber dans ces travers, les participants rappellent l'importance de solliciter tous les baptisés et baptisées (y compris les prêtres) et de les écouter avant de prendre des décisions.

Restaurer la confiance envers l'Eglise, retrouver le sens de l'Evangile, créer des communautés fraternelles, confessantes mais surtout accueillantes pour les jeunes et les personnes blessées, oser une parole prophétique, telles sont quelques-unes des attentes qui émergent de cette consultation. La remise en cause de la conception verticale de la gouvernance dans l'Eglise, avec des curés ou des prêtres tout puissants, revient de manière

récurrente. Il s'agit d'accepter que les baptisés puissent participer à la gouvernance de l'Eglise, dans ses divers domaines d'activités. Si des voix se sont exprimées en faveur de l'abolition du célibat obligatoire pour les prêtres et l'ordination sacerdotale des femmes, ces revendications ne constituent pas le cœur de la consultation. Il s'agit plutôt de dépasser l'opposition clercs-laïcs.

CATH.CH

Alors que le débat politique et médiatique s'inquiète souvent d'une mainmise de l'étranger sur l'islam suisse, une étude montre que les réseaux transnationaux perdent en impact

L'influence étrangère faiblit

PROPOS RECUEILLIS PAR
DOMINIQUE HARTMANN

Islam ► Le spectre d'un islam piloté par l'étranger domine régulièrement les débats politique et médiatique en Suisse. Une étude du Centre suisse islam et société (CSIS) montre que les réseaux transnationaux ne trouvent plus que partiellement leur place dans les communautés locales musulmanes qui se sont diversifiées, développant des activités telles que la formation, la direction de mosquées et l'accompagnement spirituel. La recherche menée par l'équipe de Hansjörg Schmid, Noemi Trucco et Federico Biasca a ciblé les groupes arabophones. Elle se concentre sur quatre réseaux internationaux: les Frères musulmans, Tablighi Jamaat, l'Association des projets de bienfaisance islamiques (Al-Ahbash) et le mouvement wahhabite. Sept communautés ont été examinées de près, dont le Centre islamique de Lausanne et la Fondation culturelle islamique de Genève, aussi nommée la Grande Mosquée. Entretien avec Hansjörg Schmid, également directeur du CSIS.

Comment expliquez-vous le recul de l'implication des réseaux transnationaux au profit des structures locales?

Hansjörg Schmid: Des acteurs liés aux réseaux des Frères musulmans ont joué un rôle important dans la création de communautés musulmanes, en particulier en Suisse romande. Ils étaient souvent bien connectés dans leur pays d'origine, comme la Tunisie ou la Libye. Certains y sont même retournés lors des Printemps arabes. Ils ont organisé des rencontres annuelles, mis en place des réseaux d'organisation européens, et s'inspirent en partie des positions très normatives du Conseil européen de la fatwa. La jeune génération a des besoins différents.

En outre, les communautés musulmanes se sont diversifiées peu à peu (turque, bosniaque, albanaise...); un seul groupe ne pouvait donc être dominant. Depuis le milieu des années 1990, des associations faitières trans-ethniques ont été créées dans la plupart des cantons, s'inspirant fortement du contexte suisse. Elles sont actives dans le dialogue interreligieux, parlent avec les autorités



La Fondation culturelle islamique de Genève, aussi nommée la Grande Mosquée. KEYSTONE

et s'engagent pour les droits des musulmans en Suisse. Bien sûr, il y a aussi une sorte de concurrence entre différents acteurs, comme par exemple à Genève entre la Grande Mosquée et ses connections avec l'Arabie saoudite et le Centre islamique de Genève, proche des Frères musulmans. Par rapport à l'idée stéréotypée d'un islam conquérant qui voudrait imposer ses visions transnationalement, il faut considérer les capacités d'agir des musulmans locaux. Il existe parmi eux et elles un discours critique vis-à-vis de l'influence de l'étranger.

Dans quel domaine les réseaux transnationaux conservent-ils néanmoins une place?

L'islam est une religion mondiale. La plupart des personnes musulmanes de Suisse sont issues de l'immigration et les structures religieuses sont encore jeunes. Il est donc normal que les réseaux transnationaux jouent un certain rôle: dans les relations personnelles, comme source d'inspiration religieuse



«La majorité des communautés musulmanes en Suisse sont financées par les cotisations de leurs membres et les dons»

Hansjörg Schmid

et éthique, comme institutions formatrices. Les jeunes s'orientent toutefois davantage vers le contexte local. Plus que leurs parents, ils et elles construisent leur identité et leur religion à partir de différents éléments. Ils sont plus rarement adeptes d'une seule figure de référence, mais se servent tantôt ici, tantôt là. Tariq Ramadan a pu jouer un tel rôle mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. On observe une vraie capacité à davantage d'autonomie de la part des jeunes.

Comment les communautés se financent-elles sans le soutien de ces réseaux?

La majorité des communautés musulmanes en Suisse sont financées par les cotisations de leurs membres et les dons. Souvent, ces moyens sont limités et seule une partie d'entre elles peut s'offrir un imam. Il est d'ailleurs faux de supposer qu'autrefois, beaucoup plus d'argent venait de l'étranger. Cela ne concerne que quelques cas que l'on peut énumérer sur

les doigts d'une main; à Zurich, l'une des plus anciennes mosquées est financée par les Emirats arabes unis. Et on voit dans ce cas que l'affectation du subside au bâtiment et à l'imam ne permet pas de financer des projets pour l'animation jeunesse. La volonté du financeur ne correspond donc pas toujours aux attentes et besoins d'une communauté musulmane locale.

La structure politique suisse explique-t-elle la marginalisation relative des réseaux internationaux?

En Suisse, on essaie de régler le plus possible les affaires au niveau local. La mise en réseau des associations, par exemple au niveau cantonal, joue un rôle central. Le scepticisme à l'égard de ce qui vient de Berne ou même de l'étranger est souvent grand. Cela se reflète aussi dans les communautés islamiques organisées depuis la base.

La volonté des communes et des cantons d'avoir des interlocuteurs représentant autant que possible toutes les

communautés a également favorisé la formation d'associations faitières trans-ethniques. La culture suisse du débat se retrouve ici: les Assises annuelles de l'Union vaudoise des associations musulmanes (UVAM) en sont pour moi un exemple. Tous les musulmans et musulmanes du canton y sont invité·es, indépendamment de leur origine et affiliation. On y discute d'un thème important (l'éducation religieuse à l'école et dans les mosquées, cette année) et on travaille de manière participative en ateliers. Les organisations musulmanes jettent ainsi des ponts importants.

Comment expliquer que la pensée wahhabite, qui progresse au niveau mondial, épargne la Suisse ?

Là où l'islam local est bien enraciné, les positions wahhabites ont du mal à s'implanter. C'est le cas en Bosnie, où l'on trouve un islam local ouvert à l'Europe. Chez nous, de tels islam apportés des pays d'origine s'allient aux expériences d'intégration positives. Cette hybridité rend les gens assez résistants. De plus, la pratique rigide des wahhabites ne convient guère au contexte de vie en suisse.

Votre étude montre que dans certains cas, des réseaux transnationaux ont pu jouer un rôle dans des processus de radicalisation. De quels cas parlez-vous?

Les processus de radicalisation résultent généralement de différents facteurs. Les médias sociaux jouant un rôle central. Les communautés examinées se démarquent toutes par le refus d'orientations radicales violentes. Mais des positions hostiles à la diversité peuvent fragiliser les personnes vulnérables aux positions radicales. Le Centre islamique de Lausanne entend ainsi proposer une alternative à l'idéologie wahhabite par des positions strictes, refusant d'autres interprétations de l'islam et se distanciant de la faitière cantonale, l'UVAM. Cela peut contribuer à une identité stable, mais des observateurs soulignent aussi les risques de telles postures. Ce qui est sûr, c'est qu'en évitant la ghettoïsation et en permettant l'intégration à l'école et sur le marché du travail, nous renforçons la résilience face aux idéologies radicales. I